Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE
L'ALIMENTATION

Secrétariat général **Service des ressources humaines** **Sous-direction de la gestion des carrières et de la rémunération** **78, rue de Varenne** **75349 PARIS 07 SP** **0149554955**	**Note de mobilité** **SG/SRH/SDCAR/2022-172** **23/02/2022**

Date de mise en application : Immédiate
Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.
Cette instruction ne modifie aucune instruction.
Nombre d'annexes : 6

Objet : Appel à candidature : 06 postes au titre de la mobilité « 2ème cercle » et MAD

Plusieurs postes sont offerts à la mobilité dite du "2ème cercle" ; la fiche correspondante mentionnant les personnes à contacter est jointe en annexe à la présente note.

Conservatoire du littoral :

- 1 poste de responsable d’antenne
Date limite de candidature : 11/03/2022

Vetagro Sup

- 1 poste de conseiller résident jumelage à Madagascar
Date limite de candidature : 11/03/2022

FranceAgriMer :

- 1 poste de gestionnaire budgétaire
Date limite de candidature : 03/03/2022

- 1 poste de chargé d’études budgétaires
Date limite de candidature : 10/03/2022

- 1 poste de gestionnaire instruction/liquidation
Date limite de candidature : 10/03/2022

MAD - Ministère de l'Economie, des finances et de la relance

- 1 poste de chargé.e de mission accompagnt startups agri/foodtech
Date limite de candidature : 25/03/2022

Le sous-directeur de la gestion
des carrières et de la rémunération

Laurent Belleguic

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Conservatoire du littoral

Réf : OM-P-2022-03-RM 10

FICHE DE POSTE

Le Conservatoire du littoral recrute un(e) :

Responsable d'antenne, délégué adjoint (F/H) pour les rivages français d'Amérique au sein de l'antenne de Guadeloupe, délégation Outre-mer, à Basse-Terre.

Poste à temps complet ouvert aux agents de catégorie A ou A+, accessible :

- Aux fonctionnaires par voie de détachement (contrat de détachement de 3 ans renouvelable)
- Aux agents contractuels de droit public bénéficiant déjà du quasi-statut (décret n°2016-1697)
- Aux candidats non fonctionnaires et ne relevant pas du quasi-statut (sous condition de diplôme)

Le Conservatoire du littoral, établissement public administratif de l'Etat, acquiert, restaure et aménage des espaces du littoral et des rivages lacustres en vue de les soustraire à l'urbanisation, de protéger les paysages qu'ils constituent et leur richesse écologique et patrimoniale, tout en les rendant accessibles au public.
Créé en 1975, le Conservatoire protège aujourd'hui plus de 213 000 ha situés sur le littoral. Son objectif à l'horizon 2050, dit du « tiers naturel » correspond à une cible de 320 000 ha protégés. Les terrains du Conservatoire sont confiés en gestion aux collectivités territoriales ou à des associations.

Pour réaliser ses missions, le Conservatoire emploie actuellement 180 agents, fonctionnaires détachés ou contractuels, au siège à Rochefort et dans les dix « délégations de rivages » réparties sur le littoral (en métropole et outre-mer). Ces délégations sont chargées, conformément aux orientations nationales, de négocier l'acquisition des terrains, d'assurer la maîtrise d'ouvrage de travaux sur ces terrains, d'en confier et d'en suivre la gestion.

Les services du siège national du Conservatoire du littoral comprennent une soixantaine d'agents. Ils rassemblent la direction de l'établissement (localisée à Paris et Rochefort), le secrétariat général, la direction de l'action foncière et des systèmes d'information, la direction de la gestion patrimoniale.

Contexte du poste
La délégation outre-mer est basée à Paris et coordonne l'action de 6 antennes permanentes situées dans les régions outre-mer : Guadeloupe, Martinique, Saint Martin, Guyane, La Réunion et Mayotte. Elle est composée d'une vingtaine d'agents repartis dans les antennes et de 3 agents en métropole.

La délégation met en œuvre, sous l'autorité de la directrice de l'établissement, la politique de préservation des rivages de l'outre-mer qui est proposée par les conseils de rivages puis validée par le conseil d'administration.
L'antenne de Guadeloupe, actuellement composée de 5 agents permanents et de 2 chargés de projet à durée déterminée, met en œuvre, sous l'autorité du délégué, les actions du Conservatoire.

Au 1er janvier 2022, le Conservatoire protège 70 sites en Guadeloupe, qui couvrent une surface de 8 144 ha composés à 86% de domaine public maritime et de terrains de la zone des 50 pas géométriques affectés par l'Etat et à 14% d'acquisitions. Les enjeux qu'il porte sont multiples : préservation de la biodiversité des espaces littoraux, maintien de coupures d'urbanisation ou de paysages agricoles, adaptation aux changements climatiques, ouverture au public des sites et contribution au développement touristique, lutte contre les occupations illégales, encadrement des activités agricoles.

Les sites du Conservatoire du littoral sont gérés par les collectivités locales (18 communes et une communauté de communes) et des associations. L'ONF assure également une mission d'intérêt général d'appui à la gestion sur les 50 pas géométriques. Sur ce territoire, le Conservatoire du littoral est engagé dans un plan de reconquête et de requalification de sites faisant l'objet d'occupations illégales du domaine public.
Sur les autres territoires des rivages français d'Amérique (Martinique, Saint-Martin, Guyane et Saint-Pierre-et-Miquelon), le Conservatoire protège 56 112 ha et emploie 7 agents.

Description du poste
Le responsable de l'antenne de Guadeloupe met en œuvre au niveau local les programmes et actions qui ont été définis en concertation avec le délégué Outre-mer et avec les partenaires locaux. Il assure la représentation locale du Conservatoire et l'encadrement des agents en Guadeloupe. Il assure en outre des missions d'appui et de coordination auprès des autres antennes de rivages français d'Amérique.

Description des missions
Le responsable de l'antenne de Guadeloupe, délégué adjoint pour les rivages français d'Amérique est chargé plus particulièrement des actions suivantes :

Sur l'antenne de Guadeloupe
- Suivi général du fonctionnement de l'antenne et encadrement des agents placés sous sa responsabilité
- Représentation locale du Conservatoire du littoral
- Mise en œuvre et portage de la stratégie d'intervention à long terme du Conservatoire, notamment dans le cadre de l'élaboration des documents de planification et d'urbanisme et la création de périmètres d'intervention foncière
- Mise en place et suivi des partenariats, notamment avec les collectivités locales
- Pilotage de l'aménagement et de la gestion des sites
- Suivi du plan de reconquête du domaine public et des contentieux
- Organisation de la section guadeloupéenne du conseil des rivages français d'Amérique
- Cadrage et mise en œuvre des actions de communication

Sur l'ensemble des rivages français d'Amérique
- Suppléance et intérim du délégué Outre-mer
- Organisation des réunions du conseil des rivages français d'Amérique
- Appui opérationnel aux antennes sur certains dossiers définis conjointement avec le délégué Outre-mer
- Coordination des programmes transversaux et des rapports d'activité
- Développement du travail en équipe et de la mutualisation des compétences à l'échelle régionale

Relations hiérarchiques et fonctionnelles
Le responsable d'antenne, délégué adjoint est placé sous l'autorité hiérarchique du délégué Outre-mer et il exerce une autorité hiérarchique sur les agents de l'antenne de Guadeloupe.

En interne, il est en relation fonctionnelle avec l'ensemble des agents de la délégation, plus particulièrement ceux des rivages français d'Amérique et le siège de la délégation à Paris, ainsi qu'avec les services nationaux du Conservatoire du littoral basés à Rochefort.

En externe, il exécute sa mission en partenariat avec les collectivités territoriales, les services de l'Etat, les gestionnaires, les usagers, les maîtres d'œuvres et les entreprises.

Profil et compétences requises
- BAC + 5 dans les domaines de l'aménagement, de l'environnement ou du droit foncier
- Expérience et maîtrise de la gestion de projet
- Expérience managériale
- Expérience du travail avec des élus
- Expérience de la gestion d'espaces naturels
- Connaissances des procédures administratives et de marchés publics
- Connaissance du contexte antillais
- Maîtrise des logiciels bureautiques et du SIG

Savoir-être et savoir-faire
- Bonnes qualités relationnelles, d'écoute et de négociation
- Sens du travail en équipe
- Autonomie et capacité d'initiative
- Bonnes capacités rédactionnelles
- Capacités à rendre compte
- Aptitude au travail de terrain

Résidence administrative et date de prise de fonction
Le poste est à pourvoir à partir du 1er mai 2022. Il est localisé à Basse-Terre (Guadeloupe) avec une relocalisation envisagée à moyen terme à proximité de la région pointoise.
Le poste implique des déplacements fréquents sur le terrain sur tout le territoire de la Guadeloupe et des déplacements réguliers aux Antilles, en Guyane et en France métropolitaine.

Dépôt des candidatures
Les dossiers de candidature (CV, lettre de motivation dans un même fichier PDF) sont à déposer au plus tard le 11 mars 2022 sur le site internet du Conservatoire www.conservatoire-du-littoral.fr – rubriques offres d'emploi.

Renseignements sur le poste (aucune candidature ne doit être envoyée à cette adresse) :
Alain Brondeau, délégué Outre-mer : Tél : 01 44 63 56 72
a.brondeau@conservatoire-du-littoral.fr

Vetagro Sup

Ecole nationale des Services vétérinaires - France Vétérinaire International

1, avenue Bourgelat, 69 280 MARCY L'ETOILE

Conseiller résident de jumelage (CRJ) H/F pour le jumelage européen « appui au renforcement du dispositif de surveillance et de contrôle de la qualité et conformité sanitaire et phytosanitaire des produits agricoles et agroalimentaires » à Madagascar

N° du poste : ……. détachement auprès de Vetagro Sup : Catégorie A vacant

Classement parcours professionnel :3

Début de début de mission estimée : Juin 2022

Durée du poste : 24 mois

Affectation géographique : Antananarivo (Madagascar)

Profil statutaire : CADRE A du Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation (MAA) = ISPV, IAE, IPEF

MISSIONS DE LA STRUCTURE	Le service FVI (France Vétérinaire International) de l'ENSV-FVI, au sein de Vetagro Sup, est consacré à la promotion, la coordination et la mobilisation de l'offre française d'expertise et de formation vétérinaires à l'international. Ses actions couvrent les domaines de l'ingénierie d'expertise et de formation, et de l'offre de formation aux différentes thématiques de la santé publique vétérinaire à l'international. Elles s'organisent selon deux grands volets : les projets de coopération avec des pays partenaires de la France pour le renforcement de compétences dans le domaine de la santé publique et la gouvernance sanitaire vétérinaires d'une part, les actions de formation en présentiel et à distance ainsi que l'appui à la mise en place de dispositifs de formation dans les pays partenaires, d'autre part. Ces actions sont mises en œuvre principalement en Europe de l'Est, Afrique du Nord et Sub-saharienne, au Moyen-Orient, et en Asie. Le siège est à Marcy l'Etoile, avec 2 antennes (Paris, Montpellier). L'équipe du service FVI est constituée de 7 ETP (5 ETP cadres et 2 ETP assistants de gestion) dont une partie est mise à disposition par le MAA. Dans le cadre des projets de coopération pour le renforcement de compétences, le service FVI met notamment en œuvre des jumelages pour le compte du MAA, et mobilise ainsi chaque année environ 100 experts court-terme pour environ 250 missions (de 1 à 2 semaines) annuelles, ainsi que quelques permanents résidant ou non dans les pays d'exécution des projets (chefs de projets, conseillers résidents, assistants).
OBJECTIFS DU POSTE	Le titulaire du poste est, sous l'autorité du chef de projet du pays leader de ce jumelage (la France), chargé de mettre en œuvre le jumelage SPS à Madagascar, en étroite collaboration avec les autorités compétentes (AC) du pays bénéficiaire, et en collaboration avec la Délégation de l'Union européenne présente dans le pays. Il travaille en lien avec l'éventuel Etat membre partenaire du consortium monté pour ce projet (choix d'un Etat membre encore à l'étude) avec les experts court-terme mobilisés sur les activités prévues, et est en contact régulier avec la chargée du suivi de ce projet du service FVI.
DESCRIPTIF DES ACTIVITES	Selon le manuel européen de jumelage, qui dresse le cadre administratif et technique de ce dispositif de coopération, la responsabilité du titulaire concerne : - La participation au montage de la proposition soumise par la France à l'UE et sa présentation orale aux autorités malgaches ; - Une fois la proposition acceptée, la conception, la rédaction et l'actualisation du plan de travail (missions des experts et visites d'études), en lien avec les AC du pays, l'homologue CRJ malgache et les chefs de projet leader et junior ; - La mise en œuvre du plan de travail validé : organisation des missions des experts (avec le concours d'un assistant du pays), en lien avec les responsables des AC de

<table>
<tr><td></td><td colspan="2">Madagascar ; organisation des visites de terrain, des formations, en lien avec les experts court-terme dédiés, et suivi budgétaire associé ;
- La mise en œuvre de la communication du jumelage selon les règles de visibilité imposées par l'UE ;
- La participation aux comités de pilotage du projet qu'il/elle anime ;
- La rédaction des rapports trimestriels, techniques et financiers ;
- La rédaction du rapport final du jumelage.</td></tr>
<tr><td>CHAMP RELATIONNEL DU POSTE</td><td colspan="2">Chefs de projet français et Etat Membre partenaire; autorités compétentes de Madagascar ; CRJ malgache ; experts court terme ; DUE ; Ambassade de France à Madagascar ; personnel de l'ENSV-FVI et FAM et plus généralement, toute personne amenée à travailler sur ce projet.</td></tr>
<tr><td rowspan="2">COMPETENCES LIEES AU POSTE</td><td>SAVOIRS</td><td>SAVOIR-FAIRE</td></tr>
<tr><td>- Bonne connaissance du domaine d'activité du jumelage ;
- Capacité organisationnelle et de priorisation des tâches ;
- Capacité rédactionnelle et réactivité ;
- Connaissances générales sur la mise en œuvre des jumelages institutionnels européens ;
- Connaissance générale de l'acquis de l'UE et des normes sanitaires européennes et internationales ;
- Maîtrise de l'anglais (pour la communication avec la DUE).</td><td>- Aptitude prononcée pour le travail dans un contexte multiculturel et la communication ;
- Aptitude affirmée pour la diplomatie et le travail en équipe ;
- Autonomie et adaptabilité ;
- Maîtrise des outils informatiques courants ;
- Expérience de la négociation avec des partenaires internationaux ;
- Expérience de coopération internationale.</td></tr>
<tr><td>REMUNERATION</td><td colspan="2">Le CRJ est détaché par son administration d'origine auprès de Vetagrosup, pour la durée du projet. Il conserve son salaire et perçoit en sus une indemnité journalière de 75 % maximum du per diem européen dans le pays bénéficiaire (189 €) et applicable au moment de la signature du contrat de jumelage.

Pour information, le budget général du jumelage est de 2 M€ pour une durée de deux ans.</td></tr>
<tr><td>MODALITES DE CANDIDATURE</td><td colspan="2">Les candidatures devront être transmises, accompagnées d'un CV actualisé et d'une lettre de motivation en français à contact@fvi-atf.org et catherine.mangin@vetagro-sup.fr

avant le 11 mars 2022.</td></tr>
<tr><td>CONTACTS</td><td colspan="2">Nathalie Guerson, Directrice de l'ENSV-FVI, 1 av. Bourgelat - 69280 Marcy l'Etoile Tél +33 (0)6.10.04.77.16

Sabine Didierlaurent, Directrice adjointe de l'ENSV-FVI, 251 rue de Vaugirard, 75015 Paris.Tél : 01.49.55.60.94 – courriel : sabine.didierlaurent@vetagro-sup.fr

Catherine Mangin, Chargée de projets – ENSV-FVI, 1 av. Bourgelat - 69280 Marcy l'Etoile. Tél. (+33)4 78 87 27 14.– Courriel : catherine.mangin@vetagro-sup.fr</td></tr>
<tr><td>Pour en savoir plus</td><td colspan="2">www.france-vet-international.fr</td></tr>
</table>

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.
En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.
Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Gestionnaire budgétaire

Secrétariat général/Service Arborial/Unité budget

N° appel à candidature : 20331	**Catégorie : B**
Cotation parcours professionnel : SO	**Cotation Groupe RIFSEEP : 2 si corps des secrétaires administratifs**
Filière d'emploi : 19 – Gestion financière, budgétaire et comptable	
Poste vacant	**Localisation :** Montreuil (93) 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.
Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible.
La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

Le service Arborial est rattaché au secrétariat général de FranceAgriMer. Il est composé de 3 unités dont celle du budget qui contribue à la coordination de la préparation et de l'exécution du budget du service Arborial, à la préparation des supports juridiques nécessaires notamment à la refacturation des différents établissements présents sur site.

Elle a également en charge la gestion des frais de déplacement des agents du siège et des membres des instances, ainsi que de la billetterie.

Elle gère les différents contrats et marchés souscrites par l'établissement.

Objectifs du poste

Assurer au sein de l'équipe la gestion contractuelle et budgétaire de la billetterie et des frais de déplacement du budget de fonctionnement de l'établissement.

Missions et activités principales :

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

- Traitement, gestion et suivi de la billetterie : commande des titres de transport, des abonnements, etc… ; suivi du contrat d'assurance lié aux déplacements à l'étranger et de la facturation en lien avec les directions de l'établissement.
- Réalisation des opérations budgétaires liées aux frais de mission des agents et des professionnels des instances : liquidation, vérification des pièces, archivage, suivi de tableaux de bord (état de la consommation budgétaire, indicateurs, suivi des rejets…) ; veille juridique et participation à la mise à jour des procédures.
- Réalisation des opérations budgétaires courantes et suivi des budgets du service.
- Selon les besoins : appui à la gestion des contrats et des marchés publics du service (suivi, constitution des dossiers, tableaux de bord, …).

L'agent participera, selon les besoins aux autres missions de l'unité et du service, (archives : tri, récolement pour versement aux Archives Nationales, environnement du travail…).

Relations fonctionnelles du poste :

Tous les agents du service, les autres personnels de l'établissement ainsi que les occupants du site.

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

Connaissance de l'organisation et du fonctionnement du site
Connaissance des règles budgétaires et comptables
Maîtrise de l'informatique et de la bureautique notamment Sirepa GBCP, GFD, Excel et Word
Connaissance des règles de base des marchés publics

Savoir-faire / Maîtrise

Rigueur
Respecter les délais
Appliquer les procédures
Savoir s'organiser
Sens du travail en équipe
Polyvalence
Discrétion

Diplôme – Expérience professionnelle

Minimum baccalauréat pour les candidats contractuels mais Bac + 2 souhaité
Expérience professionnelle sur fonctions similaires souhaitée idéalement acquise dans la fonction publique

Contraintes du poste :

A compléter s'il y a lieu

Poste clé[1] :	Oui	Non x
Poste à caractère sensible[2] :	Oui	Non x
Poste à privilèges[3] :	Oui	Non x

Personnes à contacter

Anne Joseau, cheffe du service Arborial
anne.joseau@franceagrimer.fr - Tél. : 01.73.30.22.06

Morgan Laterrade, chargé de mission auprès de la cheffe du service Arborial
morgan.laterrade@franceagrimer.fr - Tél. : 01.73.30.27.46

Bertrand Riou, chef de l'unité budget Arborial

[1] Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.
[2] Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.
[3] Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

bertrand.riou@franceagrimer.fr - Tél. : 01.73.30.24.61

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement
mobilite@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 35

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.
Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.
Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.
Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 03/03/2022

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.
En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.
Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Chargé d'études budgétaires

Secrétariat général/Service Arborial/Unité budget

N° appel à candidature : 20332	**Catégorie : B**
Cotation parcours professionnel : SO	**Cotation Groupe RIFSEEP : 1 si corps des secrétaires administratifs**
Filière d'emploi : 19 – Gestion financière, budgétaire et comptable	
Indiquer : **Poste vacant ou poste susceptible d'être vacant – peut être complété par le SRH / SRDO**	**Localisation :** Montreuil (93) 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.
Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible.
La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

Le service Arborial est rattaché au secrétariat général de FranceAgriMer. Il est composé de 3 unités dont celle du budget qui contribue à la coordination de la préparation et de l'exécution du budget du service Arborial, à la préparation des supports juridiques nécessaires notamment à la refacturation des différents établissements présents sur site.

Elle gère les différents contrats et marchés souscrits par l'établissement. Elle a également en charge la gestion des frais de déplacement des agents du siège et des membres des instances, ainsi que de la billetterie.

Objectifs du poste

Assurer au sein de l'équipe la gestion des marchés publics et contrats du service, ainsi que le suivi des budgets dont il a la charge.

Missions et activités principales :

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

- Gestion des marchés publics et contrats du service (recensement et analyse des besoins, rédaction, constitution des dossiers, suivi, tableaux de bord, …).
- Réalisation des opérations budgétaires du service (prévisions, suivi des budgets).
- Appui à la gestion de la billetterie et des opérations budgétaires liées aux frais de mission des agents et des professionnels des instances
- Selon les besoins, l'agent participera, aux autres missions de l'unité et du service.

Relations fonctionnelles du poste :

Tous les agents du service, les autres personnels de l'établissement ainsi que les occupants du site.

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances	Savoir-faire / Maîtrise
Connaissance de l'organisation et du fonctionnement du site Connaissance des règles de base des marchés publics Connaissance des règles budgétaires et comptables Maîtrise de l'informatique et de la bureautique notamment Sirepa GBCP, GFD, Excel et Word	Rigueur Respecter les délais Appliquer les procédures Savoir s'organiser Sens du travail en équipe Polyvalence Discrétion

Diplôme – Expérience professionnelle

Minimum baccalauréat pour les candidats contractuels mais Bac + 2 souhaité
Expérience professionnelle sur fonctions similaires souhaitée idéalement acquise dans la fonction publique

Contraintes du poste :

Pas de contraintes particulières

Poste clé[1] :	Oui	Non x
Poste à caractère sensible[2] :	Oui	Non x
Poste à privilèges[3] :	Oui	Non x

Personnes à contacter

Anne Joseau, cheffe du service Arborial
anne.joseau@franceagrimer.fr - Tél. : 01.73.30.22.06

Morgan Laterrade, chargé de mission auprès de la cheffe du service Arborial
morgan.laterrade@franceagrimer.fr - Tél. : 01.73.30.27.46

Bertrand Riou, chef de l'unité budget Arborial
bertrand.riou@franceagrimer.fr - Tél. : 01.73.30.24.61

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement
mobilite@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 35

[1] Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.
[2] Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.
[3] Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.
Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.
Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.
Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 10/03/2022

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Établissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.
En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.
Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques inter filières.

DIRECTION REGIONALE DE L'ALIMENTATION, DE L'AGRICULTURE, ET DE LA FORET AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Gestionnaire Instruction/Liquidation Organisation Commune de Marché Vitivinicole

N° appel à candidature : 20333	**Catégorie : B**
Cotation parcours professionnel : SO	**Cotation Groupe RIFSEEP : 2 si corps des secrétaires administratifs ou techniciens supérieurs**
Filière d'emploi : 7 - Économie et filières agricoles et agroalimentaires, gestion des aides	
Poste vacant – Prise de fonction au 01/06/2022	**Localisation :** LYON (69) 20 boulevard Eugène Deruelle –69003 LYON

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.
Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail.
Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans, éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

Le service FranceAgriMer de la Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt (DRAAF) Auvergne-Rhône-Alpes assure l'instruction, le contrôle et la liquidation d'aides nationales et communautaires et assume également des missions techniques dans le domaine des filières végétales et de l'élevage pour le compte de l'Établissement FranceAgriMer.
Le service est composé de 30 agents, principalement sur le site de Lyon, mais également sur les sites de Valence (26) et de Lempdes (63).
Au sein du service FranceAgriMer, le pôle gestion des aides assure principalement la gestion de dispositifs d'aides communautaires du premier pilier que sont les mesures Investissements et Restructuration du vignoble visant exclusivement les acteurs professionnels de la filière vitivinicole.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Objectifs du poste

Sous l'autorité hiérarchique d'un chef d'unité et au sein d'une équipe, l'agent est chargé de contribuer à l'instruction, à la préparation au contrôle et à la liquidation des demandes d'aides à l'investissement de l'OCM vin.

Missions et activités principales :

- Instruire et contrôler administrativement les demandes d'aide, instruire et liquider les demandes de paiement dans le respect des procédures.
- Guider et renseigner les bénéficiaires.
- Gérer la réception des demandes dématérialisées.
- Assurer le suivi des demandes de pièces complémentaires.
- Le cas échéant, renseigner des tableaux de bords.

Relations fonctionnelles du poste :

Contacts avec :
- les bénéficiaires professionnels de la filière viticole de la région,
- les agents des directions, services et unités de FranceAgriMer et de la DRAAF.

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Connaissance du milieu agricole et de la filière viticole
- Connaissance du contexte et de l'environnement administratif et professionnel de l'Établissement.
- Connaissances en comptabilité générale de l'entreprise.
- **Aisance avec les données chiffrées**

Savoir-faire / Maîtrise

- Comprendre et savoir appliquer la réglementation
- S'adapter aux différents interlocuteurs et aux situations imprévues
- Respecter les délais, anticiper, alerter si nécessaire
- Rigueur, sens de l'initiative, autonomie
- Maîtriser les outils bureautiques courants (**Excel indispensable**) et les logiciels spécifiques de la mesure investissement de l'OCM vin

Diplôme – Expérience professionnelle

Pour les candidats contractuels minimum baccalauréat validé

Contraintes du poste :

Néant

Poste clé[1] :	Oui ☐ Non ☑
Poste à caractère sensible[2] :	Oui ☐ Non ☑
Poste à privilèges[3] :	Oui ☐ Non ☑

Personnes à contacter

A compléter

Frédéric FIEUX chef du service FranceAgriMer
frederic.fieux@franceagrimer.fr – Tél : 04.72.84.99.11
Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement
mobilite@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 35

[1] Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.
[2] Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.
[3] Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Conditions de travail

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.
Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.
L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.
Le site lyonnais de la DRAAF Auvergne-Rhône-Alpes dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents.
Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale de FranceAgriMer.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 10/03/2022

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation
Ministère de l'Economie, des finances et de la relance/ DGE/SCIDE/ sous direction de l'innovation

Station F, 5 parvis Alan Turing 75013 Paris
Chargé.e de mission accompagnt startups agri/foodtech

N° de publication :	**Référence du poste : A5ETA00111**
Catégorie : A2	
Corps	**Groupe RIFSEEP**
Ingénieur des ponts, des eaux et des forêts	3.2
Administrateur de l'état	2
Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement	3
Attaché d'administration de l'état	3
Poste V (Vacant)	
Présentation de l'environnement professionnel	La SDI est chargée des politiques de développement de la R&D et de l'innovation des entreprises. Elle définit et met en œuvre des mesures en faveur de la création et de la croissance des entreprises innovantes, du développement des écosystèmes d'innovation, et du développement des liens entre la recherche publique et les entreprises. Elle propose, met en œuvre et évalue la politique de propriété industrielle, élabore les textes législatifs et réglementaire dans ce domaine.
Objectifs du poste	L'écosystème French Tech connaît un changement profond avec le renforcement de la dynamique des startups d'innovation de rupture. En complément des programmes existants, la Mission French Tech va étendre son accompagnement à de nouveaux profils d'entreprises dans le cadre de France2030. Le poste proposé vise à accompagner les startups des secteurs agriculture et alimentation qui seront sélectionnées. Il est rattaché au chef de projet "Programmes d'accompagnement France 2030".
Description des missions	Accompagner les startups des secteurs agriculture et alimentation sélectionnées : identification de leurs besoins, mise en place de l'offre d'accompagnement, animation de la communauté de startups sélectionnées, sensibilisation à des enjeux importants dans la politique d'innovation de l'Etat Assurer le bon fonctionnement de l'offre d'accompagnement : Réaliser des fiches d'analyse sur les principaux enjeux des startups, évaluer la qualité de l'accompagnement et proposer des pistes d'amélioration, assurer le lien avec les administrations partenaires en coordination avec le directeur-adjoint de la Mission French Tech, assurer la bonne prise en compte des politiques du MAA Intégrer les enjeux des startups dans les politiques publiques: participer à des travaux de réflexion sur les politiques publiques relatifs à son périmètre, identifier des mesures à proposer en termes de politiques publiques
Champ relationnel du poste	Vous êtes pleinement intégré.e à l'équipe dès le début de la mission. Vous reporterez au chef de projet "Programmes d'accompagnement France 2030" et serez amené à collaborer avec plusieurs membres de l'équipe, notamment ceux en charge du FT120 et de l'international, afin de renforcer les synergies avec les autres programmes d'accompagnement de la

	Mission French Tech, et de fournir des informations à la personne en charge de la communication.	
Compétences liées au poste	**Savoirs**	**Savoir-faire**
	Conduite et gestion de projets Environnement administratif, institutionnel et politique Gestion budgétaire et comptable Aisance relationnelle Faire preuve de leadership	Animer un réseau, une communauté Concevoir un projet, une démarche Anglais niveau autonome
Personnes à contacter	nicolas.songeur@finances.gouv.fr	